



Montpellier, le 19 septembre 2019  
**Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER**  
Président du CCAS de Baillargues  
Place du 14 Juillet  
34 670 BAILLARGUES

Nos références : 2019ARC056  
Affaire suivie par Irian Goossens  
Téléphone : 04.67.67.37.50  
Courriel : [missionarchives@cdg34.fr](mailto:missionarchives@cdg34.fr)  
Pièces jointes :  
- Proposition préalable à l'intervention (2 exemplaires)  
- Convention d'archivage des documents postérieurs à 1982 (2 exemplaires)

Objet : classement des archives

Monsieur le Président,

Afin de donner suite à la visite du 5 septembre 2019 effectuée par la MISSION ARCHIVES CDG 34, j'ai l'honneur de vous faire parvenir le diagnostic d'intervention pour le classement des archives de votre établissement selon les normes en vigueur.

### Etat des lieux :

Les archives à traiter sont conservées à l'espace Vigneron : dans les bureaux du CCAS et dans le local archives au 2<sup>ème</sup> étage. Une autre partie se trouve à l'EHPAD des Pins Bessons.

- A. Espace Vigneron
- B. EHPAD

## A. Espace Vigneron

**12,30 ml d'archives**

### Local archives

Dossiers de bénéficiaires, correspondance (2000-2017).....9,50 ml

### Bureaux du CCAS

Dossiers de bénéficiaires, correspondance (1997-2018).....2,80 ml

## B. EHPAD

**40,00 ml d'archives**

Archives de l'EHPAD Les Pins Bessons .....40,00 ml

Les archives de l'EHPAD n'ont pas été vues le 5 septembre 2019. L'estimation du métrage à traiter a été transmise a posteriori par Mme Laurence Lefaure. Un avenant devra être possible si le travail nécessaire au traitement de ces archives s'avère plus long que prévu.

**Métrage total 52,30 ml**

### Proposition de traitement des archives :

Le traitement des archives du CCAS de Baillargues (tri selon les normes en vigueur, classement en versements selon les domaines d'action administrative, rédaction et reprise de l'inventaire) nécessiterait l'intervention d'un agent de la MISSION ARCHIVES CDG 34 dans vos locaux pour une durée de 28 jours.

### Estimation du coût de l'intervention :

Le coût de l'intervention s'élèverait pour :

#### **Le classement des archives :**

Prestation : 162 € x 28 jours 4 536,00 €

La participation du Conseil départemental de l'Hérault (10%) représenterait : 453,60 €

Le coût réel à la charge du CCAS de Baillargues serait de **4 082,40 €**

**Programmation de l'intervention :**

Afin de faciliter la planification des travaux de la MISSION ARCHIVES CDG34 et compte tenu des interventions déjà programmées, je vous serais reconnaissant de nous faire connaître votre décision dès que possible.

La MISSION ARCHIVES CDG 34 s'engage à débiter l'intervention au plus tard 12 mois après réception par nos services des conventions (ci-jointes) signées par les deux parties.

Les archivistes du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault se tiennent à votre disposition pour toute information complémentaire.

Dans cette attente, veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Visa technique de la  
Direction des Archives départementales

Vu et transmis le 16 septembre 2019

Signature :

Directrice des Archives Départementales  
de l'Hérault

  
**Sylvie Desachy**

Le Président du CDG 34,



**Christian Bilhac**  
Maire de Péret



CENTRE DE GESTION  
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE  
DE L'HÉRAULT

MISSION ARCHIVES CDG 34

PROPOSITION PREALABLE A L'INTERVENTION  
CCAS DE BAILLARGUES

Envoyé en préfecture le 15/11/2019  
Reçu en préfecture le 15/11/2019  
Affiché le  
ID : 034-213400229-20191113-DLP2019\_48-DE

PROPOSITION 2019/15

Prestations	Durée (en jours)	Prix / jour	Coût réel	Participation Conseil départemental (50 %)	Prix de revient en euros
DIAGNOSTIC					
<b>A. ARCHIVES ANTERIEURES A 1983 :</b>					
PRISE EN CHARGE - TRANSPORT					
CLASSEMENT	Métrage linéaire estimé <sup>1</sup>				
METRAGE LINEAIRE TOTAL A TRAITER :	0,00				
DUREE ESTIMEE :	0,0	238,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>B. ARCHIVES POSTERIEURES A 1982 :</b>					
Prestations	Durée (en jours)	Prix / jour	Coût réel	Participation Conseil départemental (10 %)	Prix de revient en euros
CLASSEMENT	Métrage linéaire estimé <sup>1</sup>				
METRAGE LINEAIRE TOTAL A TRAITER :	52,30				
DUREE ESTIMEE :	28,0	162,00 €	4 536,00 €	453,60 €	4 082,40 €
SUIVI DE L'ARCHIVAGE		162,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>ACTION CULTURELLE</b>					
Conférence	0,0	0,00 €			0,00 €
Exposition	0,0	135,00 €			0,00 €
<b>Durée totale de l'intervention</b>		<b>28,0</b>	<b>jours</b>		
<b>Coût total TTC :</b>					<b>4 536,00 €</b>
<b>Participation du Conseil départemental :</b>					<b>453,60 €</b>
<b>Coût pour la commune :</b>					<b>4 082,40 €</b>

<sup>1</sup> Le traitement des documents présentés postérieurement à la visite initiale fera l'objet d'un avenant à cette proposition.

Etabli le 11 septembre 2019

Visa technique

de la Direction des Archives départementales

Le 16 septembre 2019

Signature : Directrice des Archives Départementales  
de l'Hérault

Sylvie Desachy

Approuvé par :

Monsieur Christian BILHAC, Président du Centre de gestion de la  
fonction publique territoriale de l'Hérault

Le 19 septembre 2019

Signature :

Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Président du CCAS de  
Baillargues

Le

Signature :







CENTRE DE GESTION  
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE  
DE L'HÉRAULT

MISSION ARCHIVES CDG 34

PROPOSITION PREALABLE A L'INTERVENTION  
CCAS DE BAILLARGUES

Envoyé en préfecture le 15/11/2019  
Reçu en préfecture le 15/11/2019  
Affiché le   
ID : 034-213400229-20191113-DLP2019\_48-DE

PROPOSITION 2019/15

Prestations	Durée (en jours)	Prix / jour	Coût réel	Participation Conseil départemental (50 %)	Prix de revient en euros
DIAGNOSTIC					
<b>A. ARCHIVES ANTERIEURES A 1983 :</b>					
PRISE EN CHARGE - TRANSPORT					
CLASSEMENT	Métrage linéaire estimé <sup>1</sup>				
METRAGE LINEAIRE TOTAL A TRAITER : DUREE ESTIMEE :	0,00 0,0	238,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>B. ARCHIVES POSTERIEURES A 1982 :</b>					
Prestations	Durée (en jours)	Prix / jour	Coût réel	Participation Conseil départemental (10 %)	Prix de revient en euros
CLASSEMENT	Métrage linéaire estimé <sup>1</sup>				
METRAGE LINEAIRE TOTAL A TRAITER : DUREE ESTIMEE :	52,30 28,0	162,00 €	4 536,00 €	453,60 €	4 082,40 €
SUIVI DE L'ARCHIVAGE		162,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>ACTION CULTURELLE</b>					
Conférence	0,0	0,00 €			0,00 €
Exposition	0,0	135,00 €			0,00 €
<b>Durée totale de l'intervention</b>		<b>28,0</b>	<b>jours</b>		
Coût total TTC :					4 536,00 €
Participation du Conseil départemental :					453,60 €
<b>Coût pour la commune :</b>					<b>4 082,40 €</b>

<sup>1</sup> Le traitement des documents présentés postérieurement à la visite initiale fera l'objet d'un avenant à cette proposition.

Etabli le 11 septembre 2019

Visa technique

de la Direction des Archives départementales

Le 16 septembre 2019

Signature :

Directrice des Archives Départementales  
de l'Hérault

**Sylvie Desachy**

Approuvé par :

Monsieur Christian BILHAC, Président du Centre de gestion de la  
fonction publique territoriale de l'Hérault

Le 19 septembre 2019

Signature :

Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Président du CCAS de  
Baillargues

Le

Signature :

**CONVENTION D'ARCHIVAGE  
POUR LES DOCUMENTS POSTERIEURS A 1982**

**ENTRE**

le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault (CDG 34), représenté par son président, Monsieur Christian BILHAC, agissant en vertu de la délibération du 4 juillet 2014  
d'une part,

**ET**

le Centre Communal d'Action Sociale de Baillargues, représenté par son président, Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, dûment autorisé par délibération du conseil d'administration en date du .....  
d'autre part,

il a été convenu et arrêté ce qui suit :

- ARTICLE 1 :** Le CCAS de Baillargues décide de faire appel à la MISSION ARCHIVES CDG 34 pour assurer le classement et l'archivage de ses archives contemporaines (documents postérieurs à 1982).
- ARTICLE 2 :** Le CDG 34 s'engage, pour assurer cette prestation, à mettre à la disposition du CCAS de Baillargues un archiviste pour une durée de 28 jours, conformément à la *Proposition préalable à l'intervention* établie le 11 septembre 2019 (Cf. Proposition ci-jointe).
- ARTICLE 3 :** La durée de la mission pourra faire l'objet d'un réajustement après consultation et accord des deux parties, notamment si des travaux supplémentaires imprévisibles ou non révélés à l'occasion du diagnostic apparaissent au cours du classement.
- ARTICLE 4 :** La mission de l'archiviste consistera à :
- collecter, trier, éliminer, classer et inventorier les archives selon la réglementation en vigueur,
  - rédiger des instruments de recherche,
  - initier les services municipaux aux techniques d'archivage.
- ARTICLE 5 :** Le suivi de l'archivage pourra être assuré par une prestation de maintenance consistant à :
- collecter, trier, éliminer, classer et inventorier les archives produites depuis la dernière intervention de l'archiviste,
  - mettre à jour les instruments de recherche.
- ARTICLE 6 :** Afin de ne pas pénaliser l'activité quotidienne de l'établissement, les archives contemporaines seront traitées au sein de l'établissement.
- ARTICLE 7 :** La date du début de l'intervention sera communiquée par courrier à l'établissement au moins un mois avant l'arrivée de l'archiviste.
- ARTICLE 8 :** L'établissement s'engage à fournir, lors de la signature de la présente convention et au plus tard le premier jour d'intervention de l'archiviste, le dossier technique amiante (DTA) et sa fiche récapitulative de tous les bâtiments conservant des archives construits avant 1997.

- ARTICLE 9 :** L'établissement veillera à fournir à l'archiviste de la MISSION ARCHIVES CDG 34 des locaux répondant aux règles d'hygiène, de sécurité et de confort en vigueur et mettra à sa disposition le mobilier et le matériel nécessaires à son travail.
- ARTICLE 10 :** Le CDG 34 se réserve le droit de suspendre l'intervention si des contaminations fongiques ou par des insectes sont avérées. L'établissement devra faire procéder à la décontamination des archives avant tout traitement par la MISSION ARCHIVES CDG 34.
- ARTICLE 11 :** Les travaux s'effectueront sous le contrôle scientifique et technique de la direction des Archives départementales de l'Hérault.
- ARTICLE 12 :** La destruction matérielle des documents qui auront fait l'objet d'un visa d'élimination sera effectuée par l'établissement et à sa charge.
- ARTICLE 13 :** Le coût estimatif de la mission est fixé à 28 jours d'intervention X 162 euros, soit 4 536,00 euros.
- ARTICLE 14 :** Le tarif de l'intervention sera révisé chaque année.
- ARTICLE 15 :** Le Conseil départemental de l'Hérault prenant à sa charge 10 % de l'intervention (soit 453,60 euros), le montant facturé à l'établissement sera de **4 082,40 euros**.
- ARTICLE 16 :** La MISSION ARCHIVES CDG 34 s'engage à débiter l'intervention dans les 12 mois qui suivent la réception de la présente convention signée par l'établissement.
- ARTICLE 17 :** La facturation sera effectuée auprès de l'établissement par le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault.
- ARTICLE 18 :** L'établissement autorise la mise en ligne des Instruments de recherche produits par la MISSION ARCHIVES CDG 34 sur les sites Internet du CDG 34 et des Archives départementales de l'Hérault.
- ARTICLE 19 :** La présente convention est valable pour la période d'intervention de l'archiviste. Les parties pourront pour des motifs avérés et d'un consentement mutuel la résilier, en respectant un délai de préavis de quinze jours par courrier recommandé, avec accusé de réception.
- ARTICLE 20 :** En cas de litige survenant entre les parties, à l'occasion de l'exécution de la présente convention, faute de règlement amiable, compétence sera donnée au tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Baillargues, le

Le Président du CCAS de Baillargues,  
Jean-Luc MEISSONNIER

Lu et approuvé

Fait à Montpellier, le

Le Président du CDG 34,  
Christian BILHAC

Lu et approuvé



CONVENTION D'ARCHIVAGE  
POUR LES DOCUMENTS POSTERIEURS A 1982

ENTRE

le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault (CDG 34), représenté par son président, Monsieur Christian BILHAC, agissant en vertu de la délibération du 4 juillet 2014  
d'une part,

ET

le Centre Communal d'Action Sociale de Baillargues, représenté par son président, Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, dûment autorisé par délibération du conseil d'administration en date du .....  
d'autre part,

il a été convenu et arrêté ce qui suit :

- ARTICLE 1 :** Le CCAS de Baillargues décide de faire appel à la MISSION ARCHIVES CDG 34 pour assurer le classement et l'archivage de ses archives contemporaines (documents postérieurs à 1982).
- ARTICLE 2 :** Le CDG 34 s'engage, pour assurer cette prestation, à mettre à la disposition du CCAS de Baillargues un archiviste pour une durée de 28 jours, conformément à la *Proposition préalable à l'intervention* établie le 11 septembre 2019 (Cf. Proposition ci-jointe).
- ARTICLE 3 :** La durée de la mission pourra faire l'objet d'un réajustement après consultation et accord des deux parties, notamment si des travaux supplémentaires imprévisibles ou non révélés à l'occasion du diagnostic apparaissent au cours du classement.
- ARTICLE 4 :** La mission de l'archiviste consistera à :
- collecter, trier, éliminer, classer et inventorier les archives selon la réglementation en vigueur,
  - rédiger des instruments de recherche,
  - initier les services municipaux aux techniques d'archivage.
- ARTICLE 5 :** Le suivi de l'archivage pourra être assuré par une prestation de maintenance consistant à :
- collecter, trier, éliminer, classer et inventorier les archives produites depuis la dernière intervention de l'archiviste,
  - mettre à jour les instruments de recherche.
- ARTICLE 6 :** Afin de ne pas pénaliser l'activité quotidienne de l'établissement, les archives contemporaines seront traitées au sein de l'établissement.
- ARTICLE 7 :** La date du début de l'intervention sera communiquée par courrier à l'établissement au moins un mois avant l'arrivée de l'archiviste.
- ARTICLE 8 :** L'établissement s'engage à fournir, lors de la signature de la présente convention et au plus tard le premier jour d'intervention de l'archiviste, le dossier technique amiante (DTA) et sa fiche récapitulative de tous les bâtiments conservant des archives construits avant 1997.



- ARTICLE 9 :** L'établissement veillera à fournir à l'archiviste de la MISSION ARCHIVES CDG 34 des locaux répondant aux règles d'hygiène, de sécurité et de confort en vigueur et mettra à sa disposition le mobilier et le matériel nécessaires à son travail.
- ARTICLE 10 :** Le CDG 34 se réserve le droit de suspendre l'intervention si des contaminations fongiques ou par des insectes sont avérées. L'établissement devra faire procéder à la décontamination des archives avant tout traitement par la MISSION ARCHIVES CDG 34.
- ARTICLE 11 :** Les travaux s'effectueront sous le contrôle scientifique et technique de la direction des Archives départementales de l'Hérault.
- ARTICLE 12 :** La destruction matérielle des documents qui auront fait l'objet d'un visa d'élimination sera effectuée par l'établissement et à sa charge.
- ARTICLE 13 :** Le coût estimatif de la mission est fixé à 28 jours d'intervention X 162 euros, soit 4 536,00 euros.
- ARTICLE 14 :** Le tarif de l'intervention sera révisé chaque année.
- ARTICLE 15 :** Le Conseil départemental de l'Hérault prenant à sa charge 10 % de l'intervention (soit 453,60 euros), le montant facturé à l'établissement sera de **4 082,40 euros**.
- ARTICLE 16 :** La MISSION ARCHIVES CDG 34 s'engage à débiter l'intervention dans les 12 mois qui suivent la réception de la présente convention signée par l'établissement.
- ARTICLE 17 :** La facturation sera effectuée auprès de l'établissement par le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault.
- ARTICLE 18 :** L'établissement autorise la mise en ligne des instruments de recherche produits par la MISSION ARCHIVES CDG 34 sur les sites Internet du CDG 34 et des Archives départementales de l'Hérault.
- ARTICLE 19 :** La présente convention est valable pour la période d'intervention de l'archiviste. Les parties pourront pour des motifs avérés et d'un consentement mutuel la résilier, en respectant un délai de préavis de quinze jours par courrier recommandé, avec accusé de réception.
- ARTICLE 20 :** En cas de litige survenant entre les parties, à l'occasion de l'exécution de la présente convention, faute de règlement amiable, compétence sera donnée au tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Baillargues, le

Le Président du CCAS de Baillargues,  
Jean-Luc MEISSONNIER

Lu et approuvé

Fait à Montpellier, le

Le Président du CDG 34,  
Christian BILHAC

Lu et approuvé